

Maroc: Saâd Eddine Othmani premier ministre?

Maroc

Posté par: lakil

Publiée le : 7/9/2007 18:22:44



Les Marocains se rendent aux urnes, vendredi 7 septembre, pour élire les 325 députés de la prochaine Chambre des représentants. C'est le deuxième scrutin législatif depuis l'accession au trône de Mohammed VI, en 1999, et, pour la première fois, les islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD) devraient, selon les enquêtes d'opinion, arriver en tête.

En dépit de cette percée attendue du PJD, la campagne électorale aura été particulièrement terne. Pas de débats télévisés entre les candidats. Pas de passion. Le score des islamo-conservateurs et le taux de participation constituent les principaux enjeux d'un scrutin qui laisse la population largement indifférente.

Les autorités marocaines misent, devant la menace d'une abstention élevée, sur le battage fait, ces derniers jours, à la radio, à la télévision et sur le terrain, pour que soit dépassée la barre des 50 % de participation. Un taux inférieur serait interprété comme un désaveu à l'égard du pouvoir et achèverait de discréditer les partis politiques.

Si le PJD part nettement favori à cette élection, il ne devrait toutefois pas y avoir de "raz-de-marée islamiste" au Maroc. Le découpage électoral, le mode de scrutin retenu (proportionnelle à un tour) et la multiplicité des formations en lice (trente-trois) favorisent l'émiettement des voix et devraient empêcher tout parti d'obtenir la majorité en sièges à la Chambre des représentants. Le vainqueur devra composer avec d'autres partis pour constituer un gouvernement.

L'actuel cabinet de Driss Jettou, un technocrate sans étiquette politique, est formé de cinq partis politiques de gauche et du centre droit, à commencer par les deux grands partis traditionnels que sont l'Istiqlal (nationaliste et conservateur) et l'Union socialiste des forces populaires (USFP, gauche). L'un et l'autre se sont alliés au Parti du progrès et du socialisme (PPS, ex-communiste) pour former une alliance, la Koutla. Mercredi, ces trois partis ont réaffirmé leur solidarité et prévenu que, quels que soient leurs scores respectifs au soir du 7 septembre, ils resteraient ensemble dans la majorité, ou ensemble dans l'opposition.

C'est ce côté "auberge espagnole" que dénonce Nourredine Ayouch, président de "2007 Daba", une ONG qui tente, depuis des mois, de mobiliser les Marocains pour ces élections. "Il n'y a plus d'idéologie. Les gens ne comprennent plus où se situe la droite, où se situe la gauche. Les repères sont brouillés. Aucun parti n'ose se dire conservateur. Tous se disent libéraux. Résultat : les gens ne croient plus à la politique", déplore-t-il.

Dans l'ensemble, les Marocains reprochent aux partis traditionnels de n'avoir pas tenu leurs promesses ni résolu les principaux problèmes que sont la pauvreté, le chômage, les crises du système de santé et de l'éducation. La politique de grands travaux entreprise ces dernières années à travers le royaume n'a pas encore eu de retombées directes sur les plus pauvres. Elle crée des emplois, mais ne s'adosse pas à un système d'enseignement et de formation performant. Or, aujourd'hui encore, plus de la moitié de la population marocaine est analphabète et 340 000 élèves quittent le collège chaque année. C'est l'un des reproches majeurs faits à l'USFP, qui détient depuis 2002 le ministère de l'éducation nationale.

Autre dossier sensible : la justice. Ce portefeuille est, lui aussi, actuellement détenu par l'USFP. Mise à niveau de l'appareil judiciaire, renforcement des effectifs, indépendance de la justice. Le chantier est loin d'être terminé, et les attentes de la population dans ce domaine sont élevées.

Dans ce contexte, le PJD bénéficie de son statut d'opposant "vierge" à qui on doit "donner sa chance", d'autant qu'il a fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. "Beaucoup d'électeurs qui ne sont pas islamistes se disent : "Etant donné l'offre actuelle, je vais voter PJD". Ils font ce choix pour des raisons conjoncturelles", souligne Mohammed Madani, professeur de sciences politiques à la faculté de droit de Rabat-Agdal.

Dans l'ensemble, les programmes des partis ne sont guère éloignés les uns des autres, surtout en matière économique. Seule une alliance de trois partis de gauche a placé la question de la réforme de la Constitution au coeur de son programme politique. Jeudi, lors d'un meeting électoral à Rabat, l'un des dirigeants de cette coalition, Abderrahmane Benameur, également président de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), a qualifié de "limitées" les prérogatives actuelles du gouvernement. M. Benameur a dénoncé le "gouvernement de l'ombre" qui dépend du Palais royal et réclamé que le premier ministre "soit issu de la majorité gagnante", alors que la Constitution actuelle laisse le souverain totalement libre de son choix.

Le Monde